**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 28 octobre 2013

CP 13/10-28

L'an deux mille treize, le 28 octobre à 17 h 00, les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

*Quorum à l'ouverture de la réunion (présents ou ayant donné procuration de vote) :
MM. Baylet, Empociello, Cambon, Massip, Astoul, Albert, Gonzalez, Roger, Roset, Hébral, Marty, Lavabre, Capayrou et Quéreilhac ;*

Absent excusé : M. Descazeaux.

**GESTION DE L'AIDE DU DEPARTEMENT AUX EMPLOYEURS DE
SALARIES EN CONTRAT UNIQUE D'INSERTION**

La Commission Permanente, lors de sa séance du 28 janvier dernier, a approuvé la continuité de l'action de prescription de contrats uniques d'insertion en 2013 et une convention d'objectifs et de moyens sur la base de 400 dossiers a été signée en janvier avec l'Etat.

L'Agence de Services et de Paiement (A.S.P) assume la **gestion financière de ces dossiers** et le versement de l'aide aux employeurs de salariés en contrat unique d'insertion (CAE et CIE) s'élève au maximum à 88% du RSA versé à une personne isolée sans activité, soit **425 €** (revalorisé à **433,75 €** au 1er septembre) .

La convention de gestion financière conclue pour 2013 avec cet organisme prévoit un budget prévisionnel de **789 000 €** pour l'année 2013, dont 777 500 € au titre des crédits d'intervention, **11 500 €** étant réservés aux frais de gestion. Les dépenses afférentes sont imputées aux articles 65661 et 65662 sous fonction 564 du budget départemental.

L'augmentation du nombre de contrats aidés décidée fin 2012 et reconduite pour 2013 allié au respect des consignes gouvernementales d'augmenter leur durée de 6 mois à 12 mois afin de lutter contre le chômage et donner une formation adéquate aux premiers emplois, entraîne **une augmentation du budget prévisionnel d'intervention 2013 qui doit être porté à 1 656 200 €** (1 641 000 de crédits d'intervention + 15 200 € de frais de gestion).

A ce jour, 60 % de l'objectif est déjà atteint essentiellement constitué de contrats de 12 mois pour les 2/3, les contrats de 6 mois représentant le tiers restant.

Je vous propose d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'aide du Département aux employeurs de salariés en Contrat Unique d'Insertion avec l'Agence de services et de Paiement, et de m'autoriser à le signer.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil Général du 21 avril 2011 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu la délibération de la Commission Permanente du 28 janvier 2013 approuvant la continuité de l'action de prescription de contrats uniques d'insertion en 2013,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve les termes de l'avenant n° 1 à la convention de gestion de l'aide du Département aux employeurs de salariés en contrat unique d'insertion avec l'Agence de services de paiement ayant pour objet de modifier l'article 3 « dispositions financières » de la convention initiale ;
- Précise que le budget prévisionnel d'intervention 2013 doit être porté à 1 656 200 € compte tenu de l'augmentation du nombre des contrats aidés et de leur durée qui passe à 12 mois ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom du département, cet avenant.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,